



**ASSOCIATION CANADIENNE  
DE L'INDUSTRIE DE LA CHIMIE**

# Perspectives économiques pour le secteur des produits chimiques industriels en 2025 et bilan de l'année 2024

**Le 28 novembre 2024**



**Gestion responsable<sup>MD</sup>**  
Notre engagement en faveur de la durabilité.

# BILAN DE L'ANNÉE 2024 POUR LE SECTEUR CANADIEN DES PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS

2024 a été une année de faible croissance pour le secteur canadien des produits chimiques industriels, les courants économiques transversaux ayant eu une incidence sur la demande en aval. Dans l'ensemble, nous anticipons une augmentation des expéditions de 1,5 % par rapport à 2023 pour atteindre environ 27,9 milliards de dollars, d'après les chiffres mensuels agrégés, ou 32,4 milliards de dollars, d'après les chiffres définitifs de 2024. Il s'agirait de la 2<sup>e</sup> ou de la 3<sup>e</sup> valeur la plus élevée des expéditions depuis 2021 et 2022. Les exportations ont largement dépassé la croissance des expéditions cette année et devraient augmenter de plus de 4 %, ce qui permettra de terminer l'année avec un record de plus de 25,5 milliards de dollars.

Certaines turbulences persistent en 2024 : nous avons constaté un creux presque cyclique dans de nombreux secteurs en aval pour les produits chimiques. Les taux d'intérêt élevés dans le monde entier limitent les secteurs de l'économie sensibles au crédit, tandis que le ralentissement de l'immobilier en Chine continue d'entraver la deuxième économie mondiale. Les mises en chantier de logements dans le monde entier sont en net recul par rapport aux sommets atteints ces dernières années, et l'immobilier commercial reste dans un creux profond à la suite des changements causés par la pandémie de COVID. La construction immobilière se poursuit à un rythme soutenu grâce à l'important carnet de commandes d'unités en cours de construction, en particulier au Canada. Les ventes mondiales d'automobiles restent inférieures aux niveaux pré-pandémiques, et la demande automobile s'est sensiblement détériorée au cours du second semestre de 2024. Les investissements des entreprises ont suivi à la fois le cycle du crédit et le ralentissement des ventes de biens physiques après les hausses observées pendant la pandémie, et restent faibles sauf exception des équipements informatiques et électriques.

Certaines conditions sont toutefois favorables. De fait, le Canada continue de s'imposer sur le marché de la production de produits chimiques industriels. Les coûts de l'énergie et des matières premières sont structurellement moins élevés au Canada que dans de nombreux autres pays. C'est particulièrement vrai dans l'ouest du Canada, où la structure des coûts est l'une des plus compétitives au monde. Comme notre intégration dans l'économie nord-américaine est profonde, nous bénéficions de la force économique des États-Unis. De même, les relations commerciales du Canada avec de nombreuses économies mondiales garantissent l'accès de nos produits aux marchés du monde entier. Alors que les taux d'intérêt continuent de baisser en 2025, le secteur canadien des produits chimiques est bien placé pour tirer parti de la demande à mesure que celle-ci s'accélère.

On s'attend à ce que les dépenses d'investissement pour 2024 augmentent par rapport à 2023, car plusieurs projets d'expansion ont été lancés en Alberta et en Ontario.

## Résumé du bilan de l'exercice 2024

- Les expéditions de produits chimiques industriels ont augmenté de 1,5 % en 2024 par rapport à 2021 et terminent l'année à 27,8 milliards de dollars (d'après les chiffres mensuels agrégés) ou à 32,4 milliards de dollars (d'après les chiffres définitifs de 2024).
- Les exportations devraient augmenter de 4 % en 2024 grâce à des volumes plus importants et à des prix plus élevés, terminant l'année à un record de 25,5 milliards de dollars.
- Le secteur canadien des produits chimiques industriels a bénéficié de la baisse du coût des intrants, de la faiblesse du taux de change \$ CA/\$ US et de notre intégration dans la forte économie américaine.
- Les prix de nombreux produits chimiques industriels et des résines ont augmenté jusqu'au milieu de l'année, mais restent proches du creux cyclique en dollars américains.
- Les coûts de l'énergie et des matières premières au Canada restent faibles à l'échelle mondiale. Les prix du gaz naturel et des liquides de gaz naturel (LGN) connexes sont proches de leur niveau le plus bas en termes corrigés de l'inflation au Canada.
- Les investissements en capital observés en 2024 sont en hausse par rapport à 2023, car d'importants projets d'investissement ont été lancés.
- L'emploi total devrait augmenter de 1 %, conformément aux tendances à long terme.

## PERSPECTIVES POUR LE SECTEUR CANADIEN DES PRODUITS CHIMIQUES EN 2025

- Le secteur canadien des produits chimiques industriels devrait connaître une croissance des expéditions de 1 à 4 % en 2025 grâce à de solides performances d'exploitation, la baisse du coût des matières premières et du taux de change offrant des conditions favorables aux exportations.
- Selon Statistique Canada, 72 % des entreprises sont optimistes quant à leur avenir pour les douze prochains mois<sup>1</sup>.
- Les exportations devraient augmenter de 2 à 4 % en 2025.
- Les prix des produits, exprimés en \$ US, ont atteint un creux cyclique pendant la majeure partie de 2023-2024. Les prix pourraient augmenter au cours du deuxième semestre de 2025, lorsque les activités de réduction des stocks en aval prendront fin et que la baisse des taux d'intérêt entraînera une reprise de l'activité économique.
- Le Canada devrait voir le volume des expéditions de produits chimiques industriels augmenter en 2025, car le secteur entame une reprise cyclique.
- Le secteur canadien des produits chimiques industriels bénéficiera de l'avantage canadien sur le plan des coûts de l'énergie et des matières premières. Un climat d'incertitude quant à l'avenir des prix de l'électricité s'installe au Québec.
- L'année 2024 a été marquée par une série d'interruptions de travail dans les milieux portuaires et ferroviaires. De nombreux contrats de travail ayant été conclus ou ayant fait l'objet d'un arbitrage contraignant, 2025 pourrait connaître moins d'interruptions de travail dans l'ensemble.
- Les investissements en capital devraient s'intensifier à mesure que les grands projets d'expansion et de réduction des émissions en Alberta, en Ontario et au Québec progressent.
- L'emploi total dans le secteur devrait augmenter de 1 ou 2 %, conformément aux tendances à long terme, à mesure que de nouveaux investissements seront réalisés.

---

<sup>1</sup> Statistique Canada, [Enquête canadienne sur la situation des entreprises, quatrième trimestre 2024](#), 25 novembre 2024.

# ORIENTATION ÉCONOMIQUE DU SECTEUR DES PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS EN 2025

## DEMANDE EN AVAL ET RÉPERCUSSIONS DES CONDITIONS FINANCIÈRES RESTRICTIVES

Le secteur canadien des produits chimiques industriels commence l'année 2025 dans une position relativement favorable. En effet, le secteur bénéficie de prix très compétitifs sur les matières premières et l'énergie, d'une intégration profonde dans l'économie américaine hautement performante et d'une portée de plus en plus mondiale pour ses produits. Toutefois, la persistance de taux d'intérêt élevés, une croissance économique atone en Europe et en Chine et l'incertitude politique concernant les programmes de commerce et d'attraction des investissements assombrissent les perspectives pour l'année à venir. En raison de l'utilisation des produits chimiques industriels dans les biens matériels, une reprise tardive dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt (p. ex. la construction de logements neufs, les investissements des entreprises et les ventes d'automobiles), combinée à un ralentissement de l'activité dans le secteur de l'extraction des ressources naturelles, pourrait limiter la croissance du secteur en 2025. Alors que l'offre et la demande demeurent incertaines, les rapports financiers publics des sociétés ouvertes de produits chimiques industriels ont récemment clarifié la situation, en expliquant que les fabricants en aval sont très attentifs à ces courants économiques transversaux et réduisent activement leurs stocks jusqu'au début de l'année 2025<sup>2</sup>. Les entreprises s'attendent à ce que ces tendances de réduction des stocks s'atténuent à l'approche du printemps et de l'été 2025, où de nombreux économistes prévoient une reprise de l'activité économique en raison de la baisse des taux d'intérêt<sup>3</sup>.

Pour 2025, l'ACIC estime que les expéditions de produits chimiques industriels connaîtront une **croissance de 1 à 4 %** avec une production stable plus élevée et des prix modérément plus élevés. Les exportations devraient également enregistrer des gains en suivant de près le niveau des expéditions. De plus, l'ACIC prévoit une augmentation de la distribution sur le réseau ferroviaire en 2023 d'environ 2 à 5 %, en raison de la hausse des volumes.

### Crédit d'impôt à l'investissement

En 2021, le gouvernement fédéral a annoncé la mise en place de crédits d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CUSC), l'hydrogène propre, la fabrication propre et la production d'électricité propre afin de contribuer à la réduction des émissions dans l'économie canadienne. L'année 2024 a marqué l'aboutissement de trois années de consultations et l'entrée en vigueur de ces crédits d'impôt. Les investisseurs l'ont remarqué; combinées aux ressources concurrentielles du Canada en matière d'énergie et de matières premières, à nos filières de production de produits chimiques existantes et à l'accès aux marchés mondiaux, les intentions d'investissement au

---

<sup>2</sup> Résumé des communiqués sur les résultats du T3 de 2024 de Huntsman, Eastman, Lyondell-Basel, Dow, Shell, ExxonMobil, Olin Corporation, Chemtrade Logistics Income Fund, Chemours Company, DuPont Nemours Inc, PPG et Sherwin-Williams.

<sup>3</sup> Ibid.

Canada ont augmenté considérablement. Depuis 2021, l'ACIC attend 26 annonces d'investissements de calibre mondial au Canada par des entreprises de fabrication de produits chimiques. S'ils sont réalisés, ces projets permettront de réduire considérablement les émissions et joueront un rôle important grâce à l'amélioration du CUSC, à l'hydrogène propre et à notre réseau électrique à faible taux d'émissions. Au cours des douze derniers mois, des décisions d'investissement positives ont été annoncées par [Dow Chemical Canada & Linde](#), [Shell Chemicals Canada](#) et [Jungbunzlauer](#). Ces projets représentent des dizaines de milliards d'investissements dans le secteur canadien des produits chimiques industriels. Ces entreprises cherchent également des solutions de stockage par batteries à grande échelle et une production d'énergie renouvelable pour répondre à leurs besoins en électricité. D'autres projets assureront au Canada une place dans les sphères mondiales de la production de matériaux pour batteries. Si les douze derniers mois ont été riches en rebondissements, le Canada ne peut pas se reposer sur ses lauriers : la concurrence en matière d'investissements est féroce, et il est essentiel que tous les ordres de gouvernement collaborent pour les obtenir.

### **Incertitudes politiques**

Les années 2024 et 2025 seront très importantes dans la sphère politique au Canada et aux États-Unis, avec des conséquences considérables sur les investissements. À la fin de 2024, Donald Trump a été élu 47<sup>e</sup> président des États-Unis, et le Parti républicain a remporté la majorité dans les deux chambres du Congrès. La campagne électorale de 2024 a donné lieu à des discussions sur l'avenir de la *Loi sur la réduction de l'inflation*, qui prévoit des crédits d'impôt pour le CUSC, l'hydrogène propre et les technologies propres, y compris les véhicules électriques. En 2025, le Canada doit organiser des élections fédérales au plus tard le 20 octobre, et les sondages montrent que le pays pourrait connaître son premier changement de gouvernement en neuf ans. La plus grande province du Canada, l'Ontario, pourrait également connaître des élections provinciales. Les changements climatiques et la politique d'attraction des investissements (tels que les CII nouvellement créés), les programmes réglementaires de réduction des émissions et l'avenir de la tarification du carbone devraient occuper une place prépondérante dans la campagne fédérale.

### **FLUIDITÉ DU RÉSEAU DE TRANSPORT ET ACCÈS AUX MARCHÉS INTERNATIONAUX**

Comme le secteur canadien des produits chimiques industriels est fortement axé sur l'exportation, il est un ardent défenseur du libre-échange, en particulier avec les États-Unis. La valeur des flux commerciaux de produits chimiques industriels a dépassé celle pré-COVID. Quant aux volumes, ils s'approchent de ceux d'avant la pandémie. Nous prévoyons une augmentation des volumes en 2025 alors que l'économie mondiale se développe. Le marché physique de nombreux produits chimiques est amplement approvisionné en cette fin d'année 2024. Cependant, les frictions commerciales accrues, attribuables aux interruptions de travail et aux augmentations des droits de douanes plus fréquentes, ont commencé à faire à nouveau pression sur les chaînes d'approvisionnement.

En 2024, les infrastructures de commerce et de transport du Canada ont subi à plusieurs reprises des perturbations majeures. L'économie s'est préparée à la fermeture des deux chemins de fer de marchandises de classe 1 à partir du mois de mai. Ces tensions ont atteint leur paroxysme lorsque les deux compagnies ferroviaires ont mis en lock-out les employés de la Conférence ferroviaire de

Teamsters Canada le 24 août, paralysant le trafic ferroviaire au Canada pendant 48 heures jusqu'à ce que Steven MacKinnon, ministre du Travail et des Aînés, prolonge la convention collective en vigueur et ordonne aux parties de recourir à l'arbitrage contraignant pour mettre fin au lock-out. À ces difficultés de transport ferroviaire s'ajoutent les grèves et les lock-out au port de Montréal, qui ont débuté en septembre et ont culminé à la mi-novembre. Enfin, sur la côte ouest, les débardeurs de plusieurs terminaux ont été mis en lock-out pendant neuf jours en novembre, ce qui a perturbé les expéditions de conteneurs, de marchandises diverses et d'automobiles dans cette région. À l'approche de 2025, l'ACIC suit de près trois autres négociations collectives entre le CN et le CKPC qui pourraient à nouveau perturber le transport ferroviaire.

Le Canada n'a pas été le seul pays à constater des interruptions de travail ayant une incidence sur le commerce et les réseaux de transport. Au début du mois d'octobre, une grève de trois jours menée par 45 000 débardeurs dans les ports de la côte est et dans le Golfe des États-Unis a eu une incidence sur le commerce de produits chimiques et de résines vers les marchés mondiaux<sup>4</sup>. Ces négociations n'ont pas encore abouti, et il est possible qu'une nouvelle interruption de travail touche les ports à la mi-janvier 2025<sup>5</sup>.

Les tensions commerciales continuent d'augmenter dans le monde entier, les zones d'échanges commerciaux réagissant aux pressions concurrentielles et entreprenant des stratégies plus poussées de réduction des émissions. En 2024, les tarifs douaniers pour les produits chimiques industriels provenant de grandes économies comme la Chine, l'Inde, le Brésil et la Corée du Sud ont augmenté. La réélection de Donald Trump s'accompagne de nouvelles menaces de tarifs douaniers généralisés qui seront appliqués aux importations aux États-Unis. Récemment, le président Trump a menacé d'imposer des droits de douane de 25 % sur tous les produits importés du Canada et du Mexique, ainsi que des droits de douane supplémentaires de 10 % sur les importations chinoises<sup>6</sup>. Le Canada, les États-Unis et le Mexique doivent réexaminer l'accord de libre-échange tripartite de 2018 d'ici à la fin de 2026. En 2026, l'Union européenne devrait étendre la portée de son mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) à un large éventail de produits chimiques industriels.

***Pour en savoir plus :***

David Cherniak, gestionnaire des politiques, Affaires et transport [dcherniak@canadianchemistry.ca](mailto:dcherniak@canadianchemistry.ca)

---

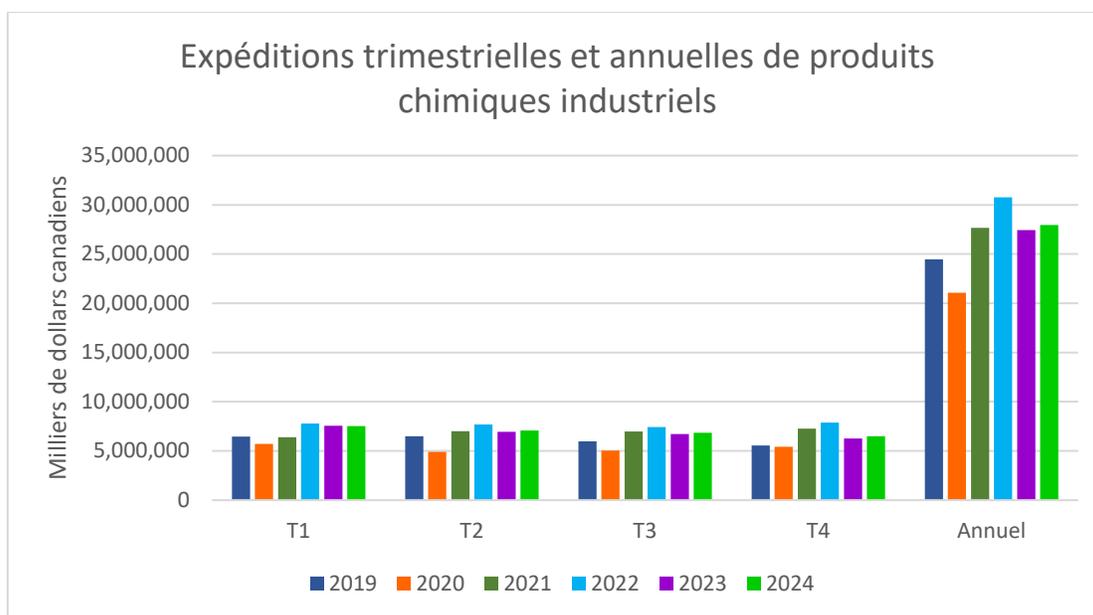
<sup>4</sup> Jack Kaskey, [Dockworkers end US port strike](#), Argus Media, 3 octobre 2024.

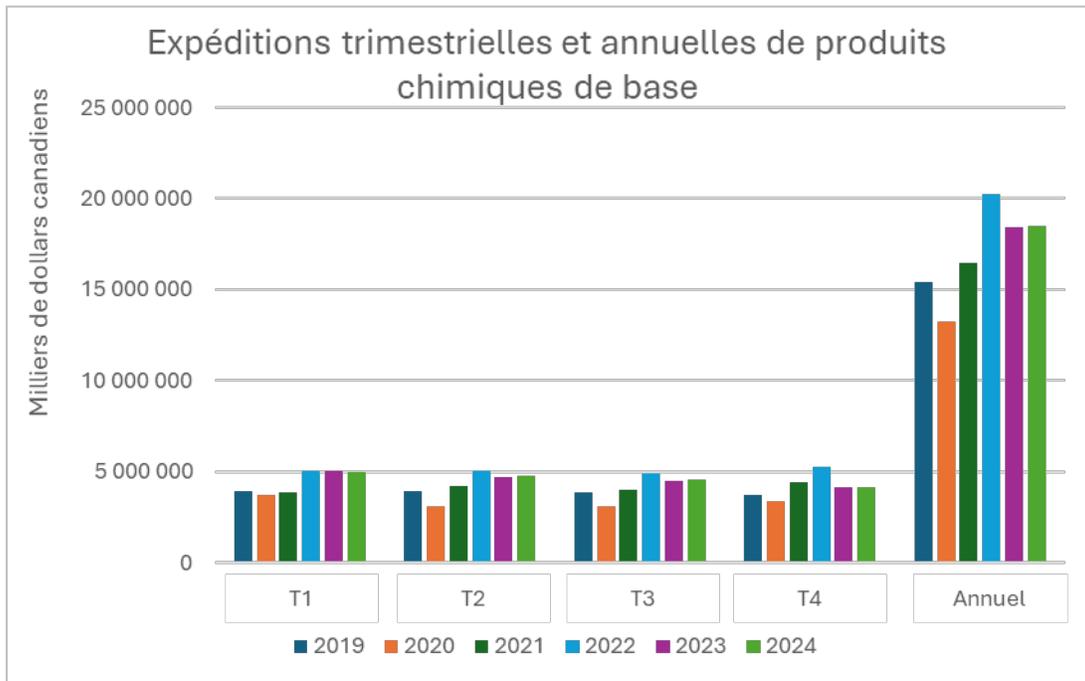
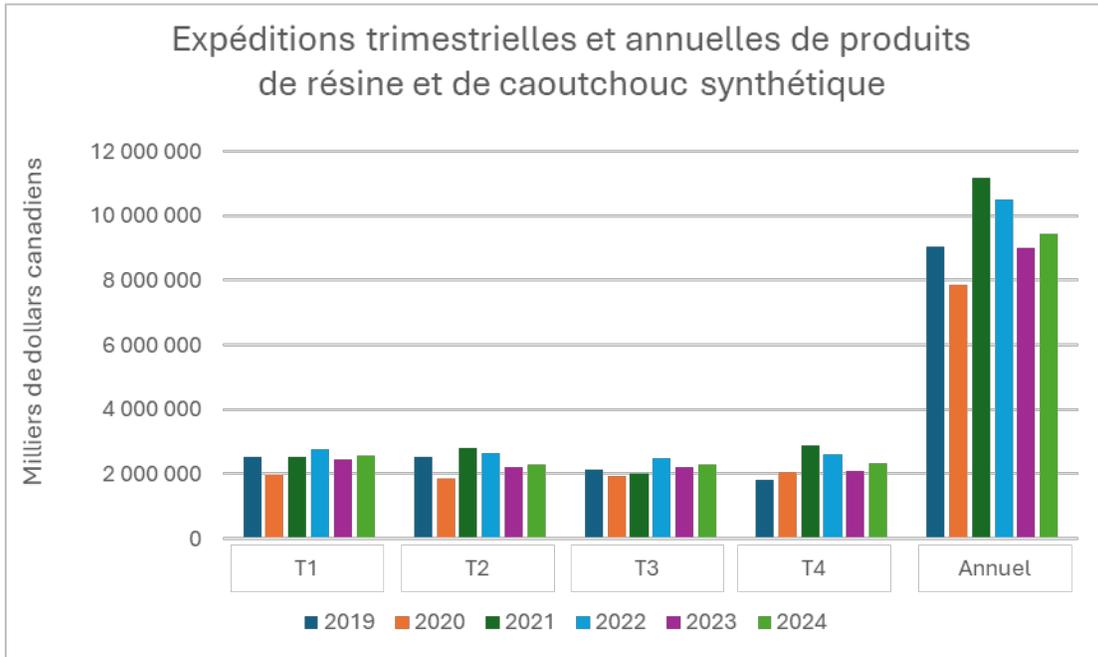
<sup>5</sup> Lori Ann LaRocco, [A double whammy of tariffs and strikes is coming for U.S. trade and the global supply chain in early 2025](#), CNBC, 19 novembre 2024.

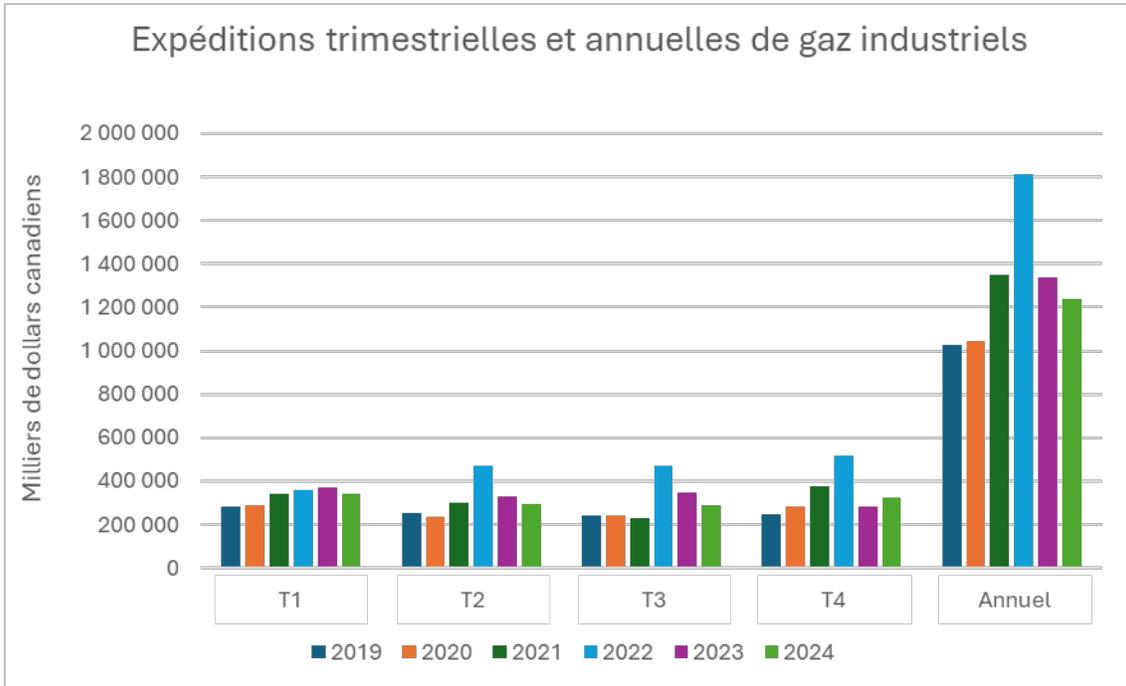
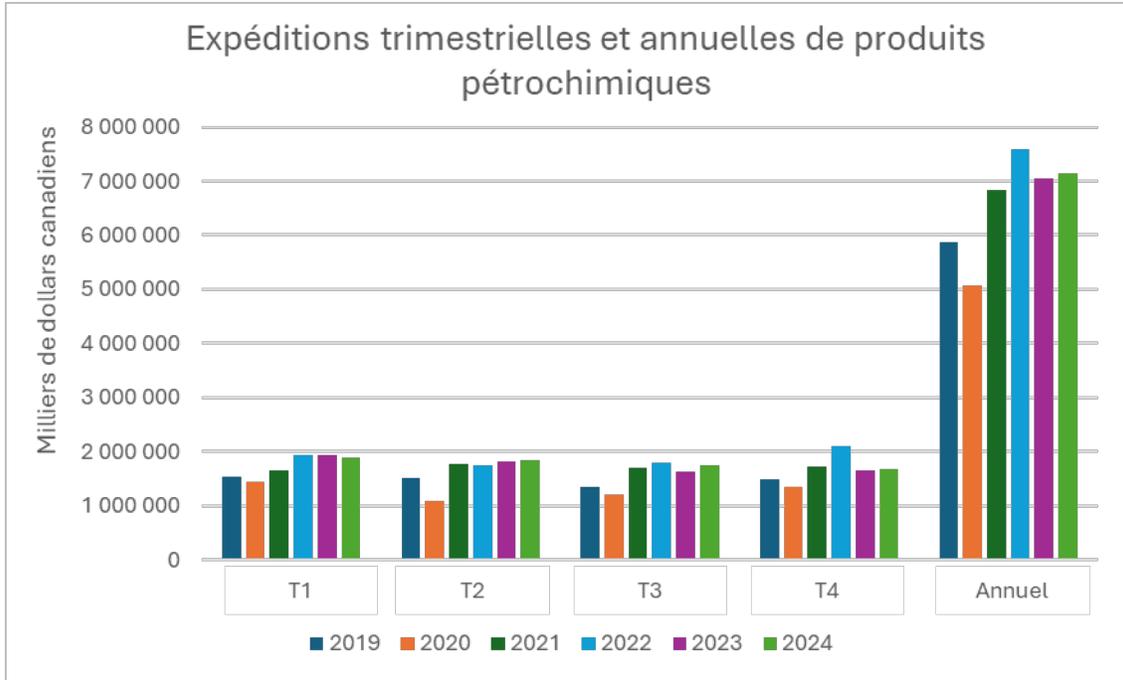
<sup>6</sup> Steven Chase et Adrian Morrow, [Trump vows to impose 25 per-cent tariffs on all products from Canada, Mexico](#), The Globe and Mail, 25 novembre 2024.

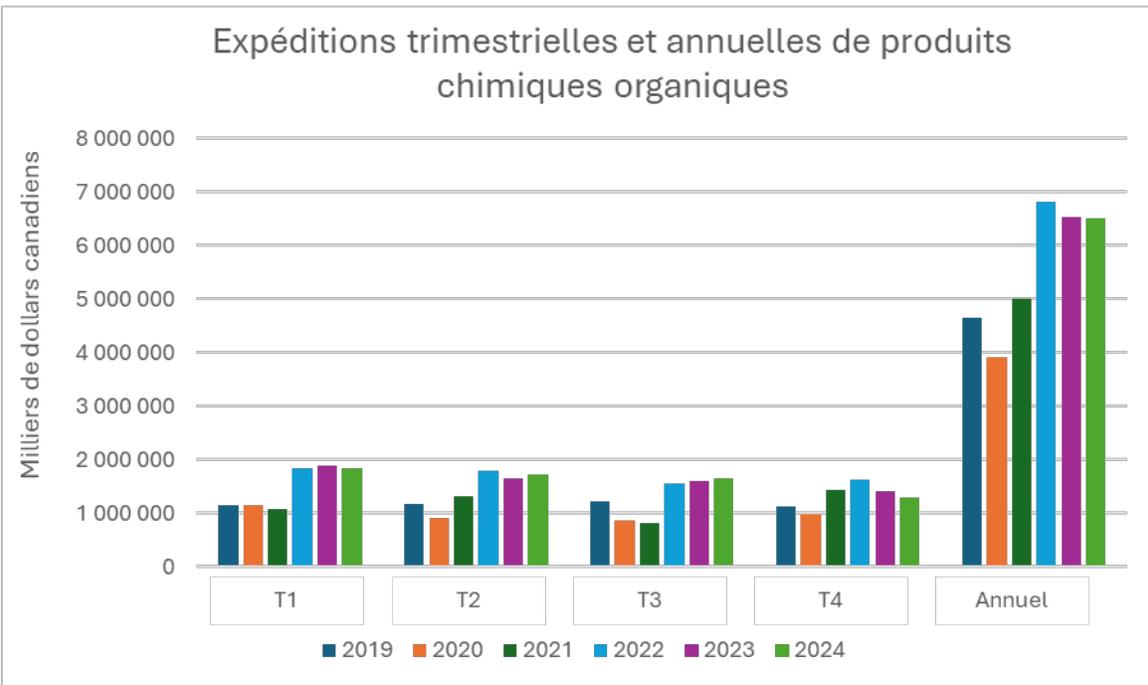
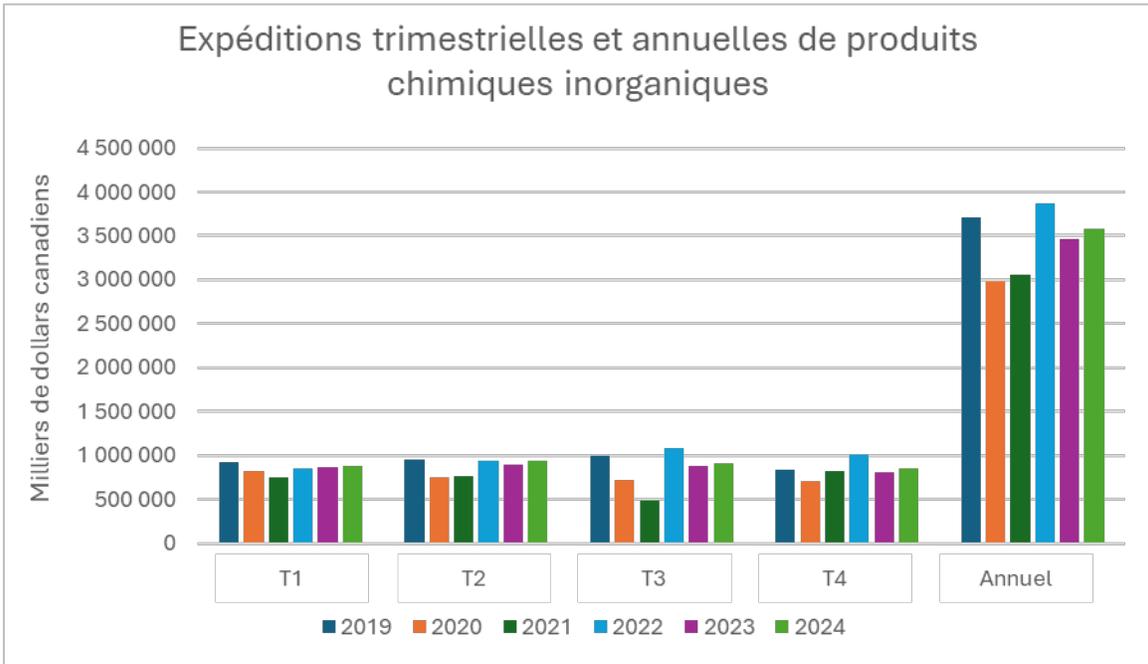
## STATISTIQUES PRÉLIMINAIRES DE FIN D'ANNÉE 2024

Secteurs de fabrication	Valeur des expéditions à la fin de l'année (en milliards de \$ CA)	Variation en % par rapport à 2023
Produits chimiques industriels	27,9 \$	1,9 %
Résine et caoutchouc synthétique	9,45 \$	4,9 %
Produits chimiques de base	18,5 \$	Aucune
Produits pétrochimiques	7,1 \$	1,3 %
Gaz industriels	1,2 \$	-7,2 %
Produits chimiques inorganiques	3,6 \$	3,4 %
Produits chimiques organiques	6,5 \$	Aucune









# CONDITIONS MACROÉCONOMIQUES MONDIALES EN 2025

## Canada

Dans son [Rapport sur la politique monétaire](#) d'octobre 2024, la Banque du Canada a prévu que la croissance du PIB au Canada sur une année complète serait de 2,4 % en 2024. La Banque du Canada prévoit une croissance de l'économie canadienne de 2,0 à 2,5 % en 2025 et en 2026, avec une accélération de l'activité au second semestre de 2025<sup>7</sup>. La Banque a également formulé quelques messages clés sur l'économie au début de 2025<sup>8</sup> :

- La croissance du PIB reprendra progressivement en 2025, principalement en raison de l'augmentation des dépenses de consommation et des investissements des entreprises, qui sont soutenus par la baisse des taux d'intérêt. L'augmentation des exportations d'énergie et la forte demande étrangère soutiennent la croissance des exportations.
- La croissance de la production est plus incertaine en raison des trajectoires opposées du ralentissement de la croissance démographique et de l'amélioration de l'économie sous-jacente.
- Les investissements des entreprises devraient s'intensifier au cours de la période de projection, grâce à une baisse des taux d'intérêt et à une augmentation de la demande. En outre, l'augmentation de la capacité des gazoducs, ainsi que de la capacité d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL), appuiera les investissements dans le secteur de l'énergie.
- En baisse depuis 2020, le montant du capital par travailleur devrait augmenter à mesure que les investissements reprennent et que la croissance de la main-d'œuvre ralentit. Cela devrait contribuer à une amélioration de la productivité du travail.

## États-Unis

En septembre 2024, le [Federal Reserve Board a prévu](#) que la croissance du PIB américain sera de 2,0 % en 2024 et pourrait atteindre 2,3 % en 2025. À l'approche de 2025, l'économie américaine est confrontée à plusieurs courants transversaux. Les taux d'intérêt élevés continuent de peser sur certains secteurs de l'économie, tels que la construction de logements neufs et les ventes de logements existants, les achats d'automobiles et les investissements en capital des entreprises<sup>9</sup>. En revanche, la solidité des bilans des consommateurs a fourni un coussin aux ménages qui ont continué à augmenter leurs dépenses<sup>10</sup>. Les États-Unis restent l'économie avancée la plus performante au monde à l'aube de 2025, et la lente diminution des taux d'intérêt devrait continuer à soutenir la croissance en 2025.

---

<sup>7</sup> Fourchette moyenne des estimations de la [Banque Royale du Canada](#), de la [TD](#), de la [BMO 1](#) et de la [BMO 2](#), et de la [Banque Scotia](#).

<sup>8</sup> Banque du Canada, [Rapport sur la politique monétaire d'octobre 2024](#), 23 octobre 2024.

<sup>9</sup> Federal Reserve System, [The Beige Book: Summary of Current Economic Conditions by Federal Reserve District](#), octobre 2024.

<sup>10</sup> Ibid.

## Économie mondiale

On estime que la zone euro connaîtra une croissance inférieure à 1 % en 2024, de 1,2 % en 2025 et de 1,6 % en 2026<sup>11</sup>. L'Europe s'est heurtée à d'importants chocs dans le secteur de l'énergie dus à la guerre en Ukraine, tout en faisant face aux conséquences d'une politique monétaire restrictive sur son économie nationale. De plus, elle a vu la demande mondiale pour ses exportations d'équipements de fabrication et de transformation diminuer depuis 2022. La zone euro restera une zone à faible croissance dans un avenir prévisible.

L'activité économique en Chine s'est fortement ralentie vers le milieu de l'année 2024 en raison de la faiblesse de la demande intérieure. Cette faiblesse témoigne en grande partie des effets persistants du ralentissement du marché de l'immobilier. En particulier, la confiance des consommateurs et des entreprises a été minée par la chute des prix de l'immobilier<sup>12</sup>. Ces évolutions ont des répercussions économiques qui s'étendent au-delà des frontières de la Chine<sup>13</sup>. La faiblesse de la demande intérieure a pesé sur la consommation de pétrole de la Chine et sur les prix mondiaux du pétrole. En revanche, l'augmentation des capacités de production et la baisse des prix des produits manufacturés chinois ont soutenu une forte croissance des exportations<sup>14</sup>. Cette croissance alimente également les tensions commerciales.

Les grandes banques canadiennes prévoient que le taux de change entre les dollars américain et canadien se situera dans une fourchette de 0,70 à 0,73 \$ pour 2025<sup>15</sup>. Les banques prévoient que le prix moyen du baril de pétrole brut WTI sera de 70 à 75 \$ US en 2025. Le gaz naturel au Henry Hub devrait atteindre une moyenne de 3,10 \$ US par million de BTU en 2025.

---

<sup>11</sup> Ibid.

<sup>12</sup> Ibid.

<sup>13</sup> Ibid.

<sup>14</sup> Ibid.

<sup>15</sup> Fourchette moyenne des estimations de la [Banque Royale du Canada](#), de la [TD](#), de la [BMO 1](#) et de la [BMO 2](#), et de la [Banque Scotia](#).